

LE REVENU D'EXISTENCE

Par Frédéric Bosqué

WWW.REVENU-EXISTENCE.ORG



« Les hommes naissent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »

1. « SANS REVENU POINT DE CITOYENS »

1^{er} article des droits de l'homme de 1789, cet article les contient tous.. La constitution française, y est soumise comme toutes les lois républicaines depuis lors créées et celles qui se créeront dans l'avenir. Cependant, Thomas Paine du haut d'une tribune de l'assemblée nationale mettait en garde les jeunes révolutionnaires sur le fait que **sans revenu, point de citoyeneté.**

Il proposa dès lors l'octroi d'un revenu en nature sur les produits de la terre le fondant sur l'idée d'une propriété collective de celle-ci et donc d'une **rente de droit à verser à tous** pour en avoir l'usage. Le Revenu d'existence venait de naître...

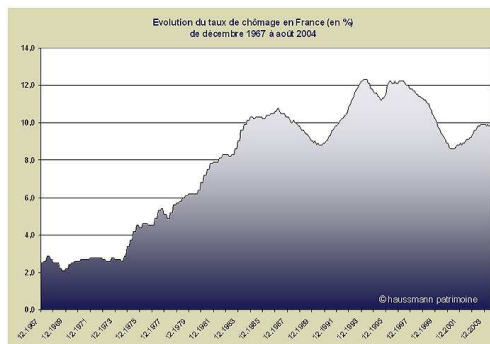
Qu'en est-il près de deux siècles après ?

Face à la montée croissante de l'extrême richesse d'un côté et de l'extrême pauvreté de l'autre, des citoyens de toutes conditions, croyances ou options politiques pour des raisons qu'ils pensent juste de leur point de vue interrogent l'opinion voire l'assemblée

sur « l'inconditionnalité d'un revenu qui serait versé à chacun du berceau à la tombe ».

Face à cette idée s'élèvent d'autres citoyens de toutes conditions, croyances ou options politiques pour des raisons qu'ils pensent juste de leur point de vue, pour s'opposer de façon passionnelle à cette « aberration morale et matérielle ».

Pourtant, aujourd'hui nous payons nos agriculteurs pour ne pas produire, nous formons à ne rien faire chaque année de plus en plus de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens. Des entreprises « trop efficaces » ne trouvent plus de marché pour leurs produits par absence d'une demande solvable. La « contribution commune » de la nation baisse constamment faute de revenu suffisant, l'obligeant à s'endetter alors qu'elle doit faire face à des enjeux écologiques et sociaux planétaires comme jamais notre pays n'a connu. Comment dans ces conditions ne peut on pas se poser la question d'une séparation du revenu d'existence de celui d'une activité ? Ne serait-ce pas un moyen de rendre enfin solvable la demande pour que l'offre soit de nouveau reconnue ? Car que veulent réellement les tenants de l'instauration d'un revenu d'existence, **Ils veulent donner à ceux qui ont des besoins les moyens de rencontrer ceux qui peuvent les satisfaire.**



En 35 ans : deux fois plus de richesse Cinq fois plus de chômeurs !

2. DE LA RARETE AU CŒUR DE L'ABONDANCE

Depuis les années 70, un bouleversement profond est apparu dans nos sociétés occidentales. La forte automatisation du système de production doublée d'une informatisation des systèmes de gestion a produit pour la première fois dans l'histoire un décrochage entre la production de richesse et l'emploi. Ce qui veut dire que produire PLUS de richesse n'est PLUS aujourd'hui facteur d'activité. Au contraire, en 35 ans alors que la production de richesse a été multipliée par 2 c'est par 5 que le chômage a augmenté.

Il est vrai que, dans notre zone économique, nous avons quitté l'ère de la rareté pour entrer dans celle de l'abondance. De ce fait ce n'est plus l'investissement qui pousse la production de richesse mais la demande qui la tire. Cela veut dire que le problème n'est plus de « remplir » nos magasins mais de les vider du fait de la rareté de la demande SOLVABLE. Cette course à trouver un marché solvable pousse nos entreprises dans une guerre fratricide. En effet, la baisse des prix, en réalité baisse seulement de la quantité de marge et/ou de travail qu'il contient, nous entraîne vers une baisse des revenus d'activité dont l'issue inexorable est la destruction de notre système de redistribution et de l'environnement social et écologique dans lequel nous vivons.

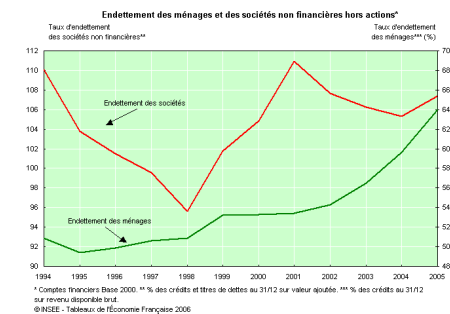
Car notre système de redistribution n'est basé quasiment que sur les revenus issus de l'activité économique. Ainsi Le nombre, l'assiette et la hauteur de nos prélèvements baissent chaque année. Les jeunes entrent de plus en plus tard sur le marché du travail, la population vieillit et l'exclusion progresse avec 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. De l'autre côté notre modèle social (pouvoir d'achat + redistribution) prend une part importante dans nos prix et donc entre en concurrence avec ceux des pays en voie de développement. Si on rajoute au tableau

la libre circulation des hommes, des biens et des capitaux qui vide les systèmes fiscaux les plus contraignants sur ceux qui le sont moins, nous pouvons d'ores et déjà anticiper la mort lente et programmée de notre système de redistribution à moins bien sûr de se fermer au monde ... Mais alors, à qui vendrons nous nos Airbus et nos TGV ?

Ainsi, les partisans d'un revenu d'existence pensent que ce modèle de redistribution exclusivement basé sur les revenus issus de l'activité doit être réformé en profondeur. Issu d'une époque où la rareté des biens imposait leur rationnement, il devient caduc quand c'est l'abondance qu'il faut redistribuer.

Le principe d'un revenu d'existence est de scinder le revenu en deux : l'un variable en fonction de ma participation à l'activité économique et l'autre sous forme d'une rente inconditionnelle nantie sur la capacité à produire de notre appareil de production.

Reste à déterminer s'il est moral de recevoir un revenu quand on ne participe pas à la production ? A chacun sa réponse. Toutefois il est facile de rétorquer en se demandant s'il est moral de mourir de faim dans un monde d'abondance où nous pourrions reconnaître le mérite de ceux qui pourraient les soigner, les vêtir, les nourrir, les loger et les éduquer ...



« La croissance de la dette des ménages, des entreprises et de la nation vient combler le manque de revenu distribué »

3. TRAVAIL, REVENU, MONNAIE & DETTES

Tout changement de civilisation commence par des avancées philosophiques, scientifiques qui ouvrent de nouvelles représentations du monde et donc de nouvelles applications techniques et enfin des transformations psychosociales pour intégrer les nouveaux changements imposés par les faits. Mais pour que ces transformations psychosociales puissent avoir lieu, il faut changer nos représentations. Edgar Morin nous dit que l'« on voit plus avec le cerveau que par nos yeux ! »

Pour bien comprendre l'enjeu du revenu d'existence, il va falloir que nous nous en forgions une représentation la plus commune possible afin qu'ensuite nous puissions débattre de la même chose. Nous allons donc commencer par le remettre dans un contexte plus vaste qui est celui du modèle sociétal dans lequel nous vivons. Cette partie vous semblera peut être un peu rude mais elle est nécessaire si nous voulons entrer en profondeur dans le sujet. Revenons donc à la notion de travail et alimentons sa représentation de concepts communs.

L'être humain est un être vivant. A ce titre il est un organisme composé d'éléments et de relations. Il fait partie lui même d'un organisme plus vaste : son environnement local avec lequel il échange en permanence des éléments et des relations. Pour des raisons internes et externes, certains de ces éléments peuvent venir à lui manquer. S'il en prend conscience, ses manques deviendront des besoins qu'il cherchera à satisfaire par son travail au sein de son environnement local. En fait l'archétype de tous les revenus est celui du fruit de son propre travail pour satisfaire ses besoins fondamentaux. L'air que j'inspire est le revenu de mon travail de respirer, le fruit que je digère est le revenu de mon travail de manger ... Il est vrai que certains de ces manques pourront entraîner ma disparition s'ils ne sont pas satisfaits. On

parlera alors de revenus fondamentaux pour satisfaire ceux-ci.

Mais que se passe t-il quand, par nécessité ou par volonté, j'ai besoin d'autrui pour une partie au moins de mes revenus ? Rien, si ceux qui y contribuent n'ont aucune exigence de réciprocité (économie du don). Dans le cas contraire (économie de marché) il y a reconnaissance de ma part d'une dette que j'ai envers celui qui a satisfait une partie de mes besoins en lieu et place de moi-même (cas de la division du travail dans nos sociétés complexes). Si je n'ai rien produit par moi-même qui le satisfasse en contrepartie, et si je dispose de monnaie, je pourrais transférer ma dette à toute la communauté à laquelle nous appartenons tous les deux en lui en cédant la partie correspondante à ses exigences. En effet, la monnaie est une créance de toute la communauté envers l'un des siens pour avoir contribué à satisfaire le besoin d'un autre.

Pour se faire, je devrais être détenteur de monnaie. Mais si je n'en dispose pas comment en trouver ? Aujourd'hui je ne dispose que de trois moyens :

Satisfaire les besoins d'un des membres de ma communauté qui en possède: c'est le revenu d'activité. Disposer d'un revenu d'existence lié à une garantie de ma communauté fixée par le vote de la nation. Ainsi le Revenu d'existence existe déjà sous des formes et des montants divers : allocations, minima Sociaux,... Dans le cas où il ne dispose ni d'un revenu d'activité ni d'un revenu d'existence suffisant, il lui reste la possibilité de l'emprunter à l'un des membres de sa communauté qui en demandera le remboursement.

Nous voyons ici apparaître deux contradictions importantes :

- la première est que seule la satisfaction de besoins solvables peut se traduire par un revenu d'activité. Quid de tous les besoins qui ne le sont pas (Social, Ecologie, Recherche, Education, Santé, ...)

- la seconde c'est que le besoin de revenu d'existence se fait sentir quand le revenu d'activité est en baisse. Or, c'est justement là que l'on en manque le plus puisque que la redistribution n'est assise que sur les revenus d'activité.

Ainsi la distribution de revenu (fruit du travail) basé exclusivement sur la participation immédiate à sa production (demande solvable) nous conduit inexorablement à l'insatisfaction de nos besoins fondamentaux qu'ils soient individuels, sociaux ou écologiques. Cette insatisfaction pour l'instant imparfaitement comblée par l'appel à l'endettement des ménages, des entreprises et de la nation est une impasse dont nous commençons à voir le mur immense construit à partir des milliards de briques que sont les intérêts composés.

Ainsi, il apparaît clairement qu'un revenu d'existence versé inconditionnellement du berceau à la tombe viendrait, s'il était d'un niveau suffisant, relancer la consommation tout en garantissant à nos entreprises le fruit de leur mérite et à la nation de nouvelles contributions pour assurer sa mission républicaine.

Tout cela semble bien beau mais comment finance-t-on le revenu d'existence face justement à cette absence de redistribution ? L'inflation n'est elle pas cachée au cœur du revenu d'existence ? N'est-ce pas là l'ancienne planche à billets ?



1ere Monnaie-marchandise. Hecté en or - 565 av JC. Aujourd'hui 93,2 % des transactions financières dans le monde

servent à autre chose qu'à financer l'économie ou à produire des biens et des services ».

4. LE FINANCEMENT DU REVENU D'EXISTENCE

Nous pourrions dire qu'une transaction financière consiste à troquer un bien, un service ou une information qui a une valeur monétaire contre un autre bien, service ou information de même nature ou contre son équivalent en monnaie. Ainsi si nous ramenons à une journée toutes les transactions financières de 2002¹ dans le monde :

- De minuit à 00:40 nous aurions vendu tout ce dont notre appareil de production était capable de produire sur la base d'une demande solvable.
- De 00:40 à 01:28 nous aurions financé toute cette activité économique (actions & obligations)
- De 01:28 à 09:28 nous aurions passé notre temps à échanger des devises dont 10 minutes pour des raisons de commerce international
- A partir de 09:28 et ce jusqu'à minuit, nous aurions passé notre temps à nous couvrir ou à parier sur la hausse ou à la baisse des prix de tout ce qui peut avoir une valeur monétaire...

Peut être pourrions nous relire ce paragraphe une deuxième fois, voire prendre une boîte de sucre, prélever deux sucres (transactions économiques & financières) et avec les 22 autres (Trasactions spéculatives sur couverture de risques) faire un mur pour prendre conscience de l'impasse dans laquelle nous sommes arrivés aujourd'hui.

Je pense que les acteurs des lumières devaient constater la même aberration face aux privilèges de ceux qui à l'époque avait

¹ François Morin, le nouveau mûr de l'argent, SEUIL, 2006

désolidarisé la notion de distinctions sociales et d'utilité commune et donc rompu le contrat de la liberté d'avec l'égalité. Revenons à notre article 1^{er} des droits de l'homme de 1789 :

« *Les hommes naissent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.* »

Le revenu d'existence doit donc être un moyen donné à tous les citoyens de distinguer socialement ceux qui ont une réelle « utilité commune »

Pour ce faire, nous devons donc à nouveau nourrir le concept d'utilité commune avec les faits qui aujourd'hui le constituent. Les concepts de développement durable, de produit intérieur doux et d'index de développement humain sont des pistes sérieuses d'études pour cette refondation.

Le principe de financement le plus crédible est celui développé par Yoland BRESSON. L'idée est d'opérer progressivement un transfert de toutes nos allocations et minima sociaux sur un unique revenu versé inconditionnellement de la naissance au tombeau. **L'équivalent en monnaie serait ensuite créé** par notre système bancaire puis versé chaque mois sous forme d'un dividende sur un compte bancaire spécial lié à cet effet. Un intérêt très faible serait versé au système bancaire pour les frais inhérent à sa gestion. Enfin, Le montant de ce revenu serait déduit des coûts salariaux des entreprises et du salaire net des salariés. En 5 ans nous pourrions progressivement aller jusqu'à une rente de 300 euros / mois à tous les citoyens français y compris les enfants pour un cout équivalent à moins de 4% du PIB. Pour prolonger la proposition de Yoland Bresson, nous pourrions envisager de nantir le revenu d'existence sur l'équivalence en monnaie de la capacité réelle de production de la nation divisée par le nombre d'habitants. En effet, l'inflation apparaît quand la masse monétaire est supérieure à la production réelle, hors notre problème aujourd'hui est bien de « vider » les magasins pas de les « remplir ». La seule

limite serait donc une production et une consommation respectant les hommes et la nature : Paix sociale et développement durable !

Un problème important demeure : comment faire en sorte que ce revenu ainsi créé serve l'utilité commune et donc distingue socialement et prioritairement ceux qui en produisent les biens, les services et l'information ? En effet, au regard du mur de l'argent que nous avons vu tout à l'heure, tout injection de monnaie supplémentaire sera capturée par l'épargne et se retrouvera sur les marchés financiers au détriment de son utilisation dans l'économie réelle et dans son financement.

Plusieurs pistes sont à l'étude dont deux semblent extrêmement prometteuses. Leur intérêt est qu'elles partent d'expérimentations locales et donc se confrontent dès leur naissance avec le réel qu'elles auront à transformer afin d'éviter toute théorie globalisante. Il s'agit des concepts de monnaies complémentaires et de performance globale.



Le Sol une monnaie complémentaire, gagé sur l'euro, qui s'use si l'on ne s'en sert pas et qui ne peut être dépensée que dans des structures reconnues d'utilité commune.

5. UN REVENU D EXISTENCE EN MONNAIE COMPLEMENTAIRE

La monnaie complémentaire est un concept qui s'appuie sur l'idée de monnaie fondante d'un économiste allemand Silvio Gesell dont

Keynes a dit « L'avenir aura plus à tirer de la pensée de Gesell que de la pensée de Marx ». Des expériences ont eu lieu en Autriche, en Allemagne et même en France dans les années 50 (Lignères en autres)

L'idée de Gesell est de poursuivre celle de Proudhon sur le fait de rendre à la monnaie sa véritable place, c'est à dire celle d'une monnaie-marchandise, symbole d'un bien, d'un service ou d'une information que je peux acheter sur le marché. Créance (dette) sur l'économie, elle peut servir d'unité de compte pour échanger les dites marchandises car elle-même est gagée sur son équivalent en marchandises. Pour cela, Gesell a l'idée de taxer son stockage (sa non utilisation comme un moyen d'échange ou comme financement de l'économie). En fait, elle perd de sa valeur tous les mois sur une base de 6% par an (à part éventuellement dans le capital d'une entreprise). Ainsi, elle est dépensée en premier avant la monnaie nationale et ne peut donc servir à la thésaurisation. Le but poursuivi est que pour s'enrichir avec de la monnaie, il faut qu'il y est production d'un supplément de richesse réelle. Dans le cas contraire, elle perd sa valeur comme du maïs qui, s'il n'est pas mangé ou transformé, pourri dans son silo.

Reprenant cette idée, le projet européen SOL conduit par Patrick Viveret, expérimente une monnaie numérique complémentaire dans trois régions du nord de la France. Cette monnaie s'acquiert à parité avec l'Euro et « perd » de la valeur tous les mois (ces « pertes » étant réinvesties par l'association pilote dans des projets écologiques ou sociaux). Le Sol ne peut être dépensé que dans des associations et des entreprises ayant signé une charte environnementale et sociale favorisant ainsi l'enrichissement d'entrepreneurs aux services des hommes tout en favorisant le pouvoir d'achat des habitants du territoire puisqu'il est possible à des collectivités et des entreprises locales de « charger » la carte de leur employés ou de leur administrés en SOL. Le SOL peut être changé à tout moment à parité contre des euros, permettant à chacun de faire ensuite

un choix en fonction de ses priorités et de ses besoins fondamentaux. Ainsi, il pourrait être possible de verser le revenu d'existence en monnaie complémentaire ce qui permettrait d'encadrer le champ de sa circulation au profit d'acteurs respectant les hommes et la nature et donc visant l'utilité commune.

Mais ce n'est pas tout, les collectivités territoriales pourraient aussi accepter une part de leur impôts et taxes en monnaie complémentaire incitant ainsi les entreprises locales et transnationales à accepter dans leurs établissements locaux cette monnaie complémentaire ne serait-ce que pour payer leurs taxes locales. Sachant que c'est la circulation de la monnaie qui fait la création de la richesse, cette monnaie circulant beaucoup plus vite, puisque non thésaurisable, permettraient la production de plus de richesses.

Enfin, et ce n'est pas rien, toutes les associations reconnues d'utilités communes pourraient aussi « charger » la carte de leur bénévoles en SOL « coopération » au regard du temps passé par eux au service de l'intérêt général. Ce serait une façon de rendre compte d'un nouvel indicateur qui n'est pas pris en compte dans le P.I.B. : la formidable richesse de ceux qui se dévouent sans rémunération au bien commun. Lipietz Economiste et député européen, estime que, si l'on monétisait cette économie du tiers secteur, elle représenterait l'équivalent en richesse des secteurs privés et publics réunis.

En effet, Le paradoxe de nos indicateurs économiques actuels et que, si l'on détruisait la totalité des forêts françaises pour ne vendre qu'une stère de bois le PIB s'élèverait du montant de sa vente. Inversement, les bénévoles qui vont passer leur week-end à ramasser le pétrole échoué sur nos belles plages bretonnes ou ceux qui vont le soir lire un roman à cette vieille dame dont les yeux ne voient plus la lumière ...eux le fond baisser puisqu'ils ne se font pas payer !

Nous disions en début d'article avec Edgard Morin « on voit PLUS avec le cerveau qu'avec nos yeux » Ne pourrait-on pas modifier nos indicateurs pour qu'ils puissent nous aider à orienter convenablement le flux de monnaie complémentaire que générerait le Revenu d'existence vers ceux qui produiraient l'utilité commune dont nous avons besoin ? Reste à identifier les entreprises d' « utilité commune » ?



Le centre des Jeunes Dirigeants pour une économie au service de l'homme et un développement durable de leurs entreprises.

6. UNE MONNAIE COMPLEMENTAIRE FAVORISANT L UTILITE COMMUNE

Le CJD ([Centre des Jeunes Dirigeants](#)) regroupe quelques milliers de dirigeants ou de dirigeants-entrepreneurs à l'avant-garde de ce que pourrait être l'entreprise du XXIème siècle. Il cherche à faire progresser la responsabilité sociale de ses membres afin de mettre l'économie au service de l'homme.

Le concept de performance globale vise à identifier les entreprises qui ont de bonnes pratiques sociales, environnementales, économiques et financières afin qu'elles soient reconnues sur le marché par les citoyens désireux de se servir de leur pouvoir d'achat comme d'un vote. Elle vise aussi à faire identifier ces entreprises par les pouvoirs publics comme de vrais partenaires républicains afin que ceux-ci puissent orienter leur marché et/ou leur subvention en priorité vers ces entreprises.

Alors qu'est ce qu'une entreprise qui développe une performance globale ? La performance globale n'est pas une série de bonnes actions, mais un engagement global et un arbitrage permanent. C'est une entreprise qui se projette dans l'avenir et qui bâtit des stratégies à moyen terme (plutôt que sur le court terme). Elle fait participer ses salariés à sa construction, à son évolution, à sa stratégie, à ses processus de décision. Elle conçoit le domaine des ressources humaines comme un domaine stratégique avec des préoccupations fortes d'épanouissement et d'employabilité des salariés.

Elle développe de manière structurée le dialogue entre ses différentes parties prenantes. Elle fonde ses relations clients et fournisseurs sur une éthique équitable et durable. Elle met l'innovation au cœur de sa stratégie. Elle respecte son environnement, a une forte préoccupation de la société civile et favorise l'implication de ses représentants dans la vie de la cité.

Le CJD étudie la mise en place d'une procédure d'audit d'abord sur les entreprises de ses membres, puis à toutes celles qui le désirent, permettant de leur attribuer une note de performance globale accompagnées le cas échéant de préconisations permettant à celle-ci de pouvoir progresser. Pourquoi ne pas faire en sorte qu'en matière de revenu d'existence, les entreprises ayant une note supérieure à la moyenne par exemple puissent être validées pour accepter la carte de paiement SOL. ? Cela permettrait une fois de plus que ce revenu d'existence supplémentaire puisse distinguer socialement ceux qui participent à un effort d'utilité commune.

Il y a à peine deux siècles, la part des produits échangés et donc non produits pour leur consommation personnelle représentaient moins de 5 % de la production locale. Le boom des techniques et du commerce a généré un tel surcroît d'activité et de revenu qu'il a fallu une révolution pour

réformer les structures psychosociales de la monarchie.

Le revenu d'existence ne sera-t-il pas le moyen de faire émerger un nouveau secteur d'activité ? Celui que les humanistes appellent de leurs vœux depuis si longtemps ; Certains l'appellent le secteur quaternaire... mais moi je lui préfère celui d' l'Humain ... Frédéric Bosqué



« L'activité n'a de sens que si elle est accomplie pour elle-même et choisie par celui qui la pratique » André Gorz

7. BIBLIOGRAPHIE & LIENS

LES REFERENCES

SUR LE REVENU D EXISTENCE
WWW.REVENU-EXISTENCE.ORG

- Le droit au travail entre histoire et utopie : 1789-1848-1989 : de la répression de la mendicité à l'allocation universelle par Fernand Tanghe, 1989
- L'Allocation universelle, pour un revenu de citoyenneté, Jean-Marc Ferry, 1995
- Yoland BRESSON, La métamorphose de l'être social, Esprit Frappeur 2000 a lire en ligne : <http://membres.lycos.fr/severino/revenudexistence/yolandbresson1/livre0.html>
- Laurent Geffroy, Garantir le revenu, Histoire et actualité d'une utopie concrète, La Découverte/Mauss, 2002
- L'allocation universelle, Yannick Vanderborght et Philippe Van Parijs, Poche, 2005

- Le site de l'AIRE (Association pour l'instauration d'un revenu d'existence, Président Yoland BRESSON) <http://www.revenudexistence.org/index.htm>
- Wikipedia : un bon départ sur le NET http://fr.wikipedia.org/wiki/Allocation_universelle
- Un tour d'horizon plus marxien : <http://perso.orange.fr/marxiens/politic/revenus/index.htm>

DE L'ABONDANCE A LA RARETE

- Jacques DUBOIN, les yeux ouverts, les Yeux ouverts, Jeheber, 1955
- <http://economie.distributive.free.fr/spip.php?article29> (le livre en PDF)

SUR L ARGENT, LA MONNAIE, LE CAPITALISME

- Morin François, le nouveau mur de l'argent, seuil, 2006
- Michel Aglietta et André Orléan, La Monnaie entre violence et confiance, 2002,
- Luc Boltanski et Eve Chiapello, Le Nouvel Esprit du capitalisme, Gallimard 1999

SUR LA MONNAIE FONDANTE ET LE SOL

- GESSEL SILVIO, L'ordre économique naturel, 1916 (épuisé) il me reste un exemplaire personnel http://fr.wikipedia.org/wiki/Silvio_Gesell
- Patrick Viveret, Reconsidérer la Richesse, éditions de l'Aube, 2002
- Le résumé en ligne : <http://adonnart.free.fr/doc/riche.htm>

- Le site du sol : <http://www.caracoleando.org/spip.php?rubrique34>

PERFORMANCE GLOBALE

- CJD, Le Guide de la performance Globale, Edition de l'organisation, 2004
- <http://www.cid.net/>
- MICHEL SALOFF-COSTE, Le management du troisième millénaire, Guy Tredaniel Parution, 2005

CONCEPTS ET REPRESENTATIONS

- Edgar Morin, Introduction à la pensée complexe, Poche, 2005

<http://www.mcxapc.org/static.php?file=apc.htm&menuID=APC>